

Le deuxième gouvernement Lula et la désertification social-libérale

samedi 23 décembre 2006, par [ANTUNES Ricardo](#) (Date de rédaction antérieure : 11 décembre 2006).

Sommaire

- [I](#)
- [II](#)
- [III](#)
- [IV](#)

I.

Les récentes élections au Brésil ont confié à Lula un second mandat. C'est en 2002, lors de la première victoire nationale du Parti des Travailleurs (PT), qu'a débuté en quelque sorte la démolition néolibérale au Brésil. Mais en cette toute fin du premier mandat présidentiel de Lula [qui se termine formellement fin décembre 2006], on peut constater que les éléments de continuité priment complètement sur les éléments de discontinuité, en étouffant et en entravant les possibilités de changement ouvertes avec l'élection de 2002. Le Brésil a alors participé à la validation d'une thèse qui a été rééditée depuis dans différents pays (pas encore tous) selon laquelle beaucoup de forces de gauche qui prétendaient vouloir mettre en échec le néolibéralisme, lorsqu'elles viennent au pouvoir, elles deviennent alors fréquemment prisonnières de l'engrenage néolibéral.

Pour ceux qui espéraient un changement significatif de la politique économique qui contredirait les intérêts du FMI ; pour ceux qui désiraient avec ardeur le contrôle du flux des capitaux qui, en migrant vers le système financier international, épuisent la capacité productive de richesse du pays ; pour ceux qui imaginaient que contre la politique du gourdin salarial, une récupération substantielle du salaire minimum national pourrait avoir lieu ; pour ceux qui combattaient la production des OGM si nuisibles pour notre santé ; pour ceux qui luttait pour la réalisation d'une réforme agraire en profondeur, indispensable pour démanteler la misère brésilienne ; pour ceux qui espéraient une réelle récupération de la res publica contre la politique de privatisation des années 1990 ; pour tous ces gens qui voulaient le commencement d'un programme effectif de changement, avec des délais et des chemins construits grâce à une solide impulsion populaire et sociale, il est impératif de constater que la première « réforme » menée par le gouvernement Lula, dès le début de 2004, a été la (contre)réforme de la prévoyance publique et sa privatisation. Cette sommation du FMI a été acceptée sans résistance par le gouvernement, qui a ainsi déstructuré un secteur important de la classe ouvrière brésilienne, secteur composé par les fonctionnaires publics qui avait été jusqu'alors l'un des piliers du soutien au PT, particulièrement dans la période très difficile de la dictature militaire.

En faisant cela, le gouvernement Lula a dû battre complètement, de manière exemple, l'action des salarié.e.s du public, désignés par le gouvernement comme les boucs émissaires responsables de la tragédie brésilienne. La force du président ne s'est alors pas tournée contre les capitaux financiers, contre les capitaux transnationaux, contre les grands propriétaires fonciers ou contre les

privatisations qui ont démonté le secteur productif d'Etat et les services publics, mais contre les travailleurs du secteur public, l'un des rares espaces où la dignité des salarié.e.s était préservée et où l'on tentait de s'opposer au fléau des marchés financiers.

Alors, de pas en pas, la politique du solde primaire positif du budget [solde avant paiement des intérêts de la dette externe et interne] s'est accentuée, suivant le manuel d'ordonnances du FMI, qui ne se lasse pas de citer le gouvernement Lula comme exemple pour l'Amérique latine. La production du pays a alors été essentiellement tournée vers la rémunération du capital financier national et transnational, au-delà du grand capital productif.

Comment un tel phénomène a-t-il pu devenir effectif ? Pourquoi au lieu d'initier un début de discontinuité et de rupture avec le néolibéralisme, le gouvernement de Lula s'est-il posé comme expression forte de sa continuité ?

Les explications sont, il est vrai, complexes, mais elles se trouvent en grande mesure dans le contexte de la décennie des années 1990, où l'on avait pu assister à des mouvements de grande ampleur autour de : 1° la prolifération du néolibéralisme en Amérique latine ; 2° l'écroulement total du « socialisme réel » et la primauté erronée de la thèse qui annonçait la « fin du socialisme » ; 3° la social-démocratisation d'une partie substantielle de la gauche qui la poussait dans le sens de l'établissement d'un agenda social-libéral, euphémisme qu'une certaine « gauche » utilise quand elle pratique le néolibéralisme.

Comment le PT a-t-il subi ce processus ? Répondre à cette question est la condition pour comprendre ce qui est en train de se passer dans le cas du Brésil et de sa gauche dominante.

II.

Le PT paraît achever son cycle et parvenir à la majorité politique : né au sein des luttes sociales, syndicales et de la gauche de la fin des années 1970, le jeune parti a surgi, il est vrai, sous le signe du refus autant du « socialisme réel » que de la social-démocratie, sans pour autant passer au capitalisme. Sa vitalité provenait du fort lien avec les forces sociales du Travail. Les années 1980, que tant de gens considèrent comme une « décennie perdue » au Brésil pour l'Amérique latine, a été au contraire pour le monde du travail au Brésil une période de créativité et d'avancées. Il suffirait de rappeler qu'au-delà du PT, de la CUT (Centrale unitaire des travailleurs) et du MST (Mouvement des sans terre), une pléthore de mouvements sociaux et syndicaux a alors fleuri, dans les campagnes comme dans les villes, mouvements qui faisaient irruption « d'en bas », et qui remettaient en question nos organisations presque prussiennes où ceux « d'en haut » exprimaient un univers bourgeois, à la fois agressif et craintif, élitiste et insensible.

Dans les années 1990, décennie de la désertification néolibérale, une tourmente s'est abattue sur notre pays. Nous avons alors assisté à une privatisation accélérée, à l'apparition d'un « secteur informelle » sans limite, à une désindustrialisation avancée et à une financiarisation démesurée. Tout cela en conformité avec le modèle du « global » [de la mondialisation capitaliste]. Si le gouvernement Collor [Fernando Collor, 1990-1992] a été marqué par une espèce de semi-bonapartisme aventurier, source inépuisable d'irrationalité, c'est avec Fernando Henrique Cardoso [1995-2002] et sa « rationalité accentuée » que le pays s'est emballé sur les rails du social-libéralisme, quand ce n'était pas du néolibéralisme même, dans la mesure où cette distinction est plus sémantique que réelle.

Le PT a subi cette tempête dans les années 1990 en oscillant entre la résistance au démontage social et économique et l'acceptation d'une politique de modération. Il luttait contre les recettes et la

pratique néolibérales, mais accentuait son assujettissement aux calendriers électoraux, agissant toujours plus dans le cadre de l'institutionnel. De parti contre l'ordre qu'il était, il s'est alors métamorphosé en parti à l'intérieur de l'ordre. Les échecs électoraux de Lula en 1994 et 1998 ont intensifié son transformisme [sa transformation] pendant que le Brésil lui aussi se modifiait profondément.

A l'apogée de la phase de la financiarisation du capital-argent, de l'avancée techno-scientifique, du monde quasi fantomatique du digital, là où le temps et l'espace se confondent, le Brésil vivait une mutation du travail qui altérait sa morphologie avec l'irruption de l'« informalité », dont la précarisation et le chômage, tous deux structurels, sont une traduction. Nous entrons alors dans la symbiose entre l'ère de l'informalisation du travail et de l'informatisation du capital.

Lorsque Lula a gagné les élections de 2002, loin de la puissance créatrice des luttes sociales des années 1980, le cadre était alors celui de la démoralisation au milieu de tant de destruction. Son élection a donc été, par là même, une victoire politique tardive. Alors, ni le PT ni le pays n'étaient plus les mêmes. Le Brésil s'était désertifié alors que le PT s'était dévertébré. La Lettre aux Brésiliens, signée par le PT en pleine campagne électorale, était une démonstration claire que le gouvernement du PT serait le serviteur des grands intérêts du capital financier, sous le commandement du FMI. C'est pour cette raison que cette lettre a été baptisée et qualifiée par ses détracteurs comme la Lettre aux Banquiers...

La politique que le gouvernement du PT met alors en place dès son premier mandat (2002-2006) est l'expression de son transformisme (Gramsci) et de l'adéquation à l'ordre qui en découle. L'intensité de sa subordination au monde de la finance, à l'idéologie et à la praxis néolibérale a très vite stupéfait jusqu'à ses plus âpres détracteurs : le gouvernement du PT a maintenu durant les quatre années une politique économique préservant le chômage et « l'informalité », avec peu d'oscillations, et en menant une politique exclusivement « assistencialiste », appelée « Bourse-famille » ; un programme d'assistance qui offre une rente de 8 à 40 dollars par mois aux familles aux revenus les plus bas. Sa position sur les OGM s'est quant à elle adaptée aux transnationales et son action contre la prévoyance publique a été la négation viscérale de tout son passé, se rangeant du côté des nouveaux opérateurs qui gèrent les fonds de prévoyance en entrevoyant un mariage heureux entre le monde financier et le syndicalisme d'affaire ! Mais aucun des éléments structurels qui génèrent toujours et encore la misère brésilienne, aucun aspect de la réalité de l'inégalité, aucun intérêt du capital (qu'il soit financier, industriel ou même du secteur des services) n'ont été touchés, ne serait-ce qu'un minimum.

Au contraire, le gouvernement Lula a fait preuve d'une immense compétence pour diviser les travailleurs du privé et ceux du public. Si ce n'était pas tragique, l'on pourrait presque dire que le parti qui est né dans la lutte des classes (PT) s'est alors transformé en parti qui stimule la lutte interclasse.

Il est clair que pour parvenir à cela, il lui a été nécessaire de répéter l'histoire antérieure des « procès » et des « épurations », histoire qui a conduit le PT majoritaire à s'attaquer à la cohérence pour préserver la servilité, en expulsant la sénatrice Heloisa Helena et les trois député-e-s Luciana Genro, Baba et Joao Fontes.

Le parti de gauche ayant le plus de succès de toute la dernière décennie, le parti qui avait suscité tant d'espérances au Brésil et dans tant d'autres parties du monde, est assimilé aujourd'hui au New Labour de la vieille Angleterre. Il a fini par se convertir en un parti de l'ordre, il s'est vidé de sa substance en tant que parti de gauche, capable de transformer l'ordre sociétal, pour se qualifier en tant que gestionnaire des intérêts dominants du pays. Il s'est converti en un parti qui rêve d'humaniser notre capitalisme, en combinant une politique de privatisation des fonds publics,

prenant autant en considération les intérêts du syndicalisme des affaires que les intérêts de ceux mêmes qui sont effectivement dominants au sein du système financier national et international.

III.

Que pouvons-nous donc espérer du second gouvernement Lula ?

La politique d'alliances illimitées avec tous les secteurs du centre, de droite et même d'extrême droite, montre qu'une quelconque illusion quant au second gouvernement Lula relève soit de la mauvaise foi soit de la désinformation complète. Une fois de plus se consolide le triste processus de la cooptation de secteurs [syndicaux, politiques] issus du meilleur de ce que les travailleurs ont créé au cours des dernières décennies.

La politique économique, par exemple, au bénéfice des capitaux financiers et du grand capital productif voit reconduire sa dépendance face aux diktats du FMI. La concentration de la propriété terrienne se maintient. La dimension publique et sociale de l'Etat se voit pas à pas démantelé. La plus grande virulence pratiquée par le gouvernement du PT s'est manifestée, comme nous l'avons dit plus haut, dans le démontage de la politique de prévoyance publique et sa privatisation. La politique des OGM s'est elle aussi adaptée, comme nous l'avons déjà dit plus haut, à la pression des transnationales comme Monsanto [ou la Syngenta helvétique]. La politique extérieure, particulièrement celle en relation avec les Etats-Unis et le gouvernement Bush, qui devrait être faite d'opposition frontale et de confrontation, est au contraire faite de conciliation, quand ce n'est pas d'adhésion. Lula essaie de faire l'équilibre entre la gauche gouvernementale - Chavez, Morales et Fidel Castro - et la pire des droites, comme les gouvernements de Colombie, du Mexique ou des Etats-Unis.

Et comme si cela ne suffisait pas, Lula a encore essayé, au milieu de son premier mandat, de défendre la flexibilisation des lois du travail, comme l'exigent les capitaux transnationaux. Ce n'est qu'en raison de l'explosion de la crise de la corruption, crise qui a atteint le cœur même de son gouvernement, qu'il n'a pas poursuivi son projet. Et nous savons que les capitaux globaux sont en train de se faire de plus en plus exigeants sur la flexibilisation des droits du travail, forçant les gouvernements nationaux à s'ajuster à la phase d'accumulation flexible. Flexibiliser la législation du travail signifie - et il n'est pas possible d'avoir une quelconque illusion là-dessus - l'augmentation de la précarisation et la destruction des droits sociaux qui ont été si difficilement conquis par la classe ouvrière, depuis le début de la Révolution industrielle en Angleterre et après 1930 au Brésil.

Comme la logique capitaliste est de plus en plus destructrice, les gouvernements nationaux sont de plus en plus mis sous pression afin qu'ils adaptent leur législation sociale aux exigences du système global du capital et aux impératifs du marché, détruisant ainsi profondément les droits du travail.

C'est ce scénario qu'après d'innombrables tentatives faites durant la période FHC [Fernando Henrique Cardoso] le FMI exigera du second gouvernement Lula, à savoir la reprise du projet de flexibilisation de la législation syndicale et du droit du travail au Brésil [cela a déjà commencé avec la législation concernant les micro et petites entreprises, sans grande réaction politique]. Si durant les années 1990 il y a eu une forte opposition à ces projets de la part des syndicats, spécialement ceux liés à la CUT et au PT, nous nous trouvons maintenant en présence de l'inverse : véritablement « attelés » au gouvernement, les secteurs dominants de la CUT et du PT sont les plus grands défenseurs des propositions du gouvernement Lula, quelles qu'elles soient. Et tout cela au nom de ladite « gouvernabilité ».

Avec le second mandat de Lula, il s'agit de détruire la colonne vertébrale de la législation sociale

brésilienne, dans ce qu'elle a encore de positif, dans ce qu'elle contient encore de respect des droits du travail. Pour cela, la réforme du travail, élaborée par le Forum national du travail, avec des représentants des « travailleurs, des entrepreneurs et du gouvernement », tous choisis par le gouvernement du PT, est à l'antipode de ce qui était défendu par la CUT et par le PT durant les années 1980. En substance, c'est la négation de l'autonomie, de la liberté et de l'indépendance syndicales. Orchestré en deux temps, le démontage commence par la réforme syndicale. Après viendra la réforme du travail, dans l'onde de la déconstruction d'ensemble. Celle-ci contient au moins trois points néfastes.

Le premier : elle est extrêmement favorable aux « sommets » syndicaux, en transférant vers les centrales syndicales le pouvoir de négociation des droits des travailleurs, limitant ainsi la participation des syndicats et des assemblées de base à la réalisation des accords contractuels.

Deuxièmement : les centrales syndicales en viennent à être définies à partir de « leur représentation », ce qui empêche toute possibilité d'exercice d'autonomie et de liberté syndicales, en établissant des limites minimales pour la représentation des syndicats.

Troisièmement : la cotisation syndicale et les contributions pour l'assistance sociale sont substituées par ladite Contribution de négociation collective, mettant ainsi à genoux l'aspiration fondamentale à un syndicalisme qui soit autonome à travers la cotisation libre et volontaire des travailleurs. Il s'agit là d'un marché de dupes, visant à maintenir en place l'ancienne (et également la nouvelle) bureaucratie syndicale qui soutient depuis des années ledit « délégationisme » syndical .

Il s'agit donc d'une « réforme » qui préserve et intensifie le verticalisme, l'« oligarchisme » et le bureaucratisme des centrales syndicales, empêchant ainsi la naissance de nouveaux organismes de base et restreignant encore plus l'action autonome des travailleurs.

IV.

Mais la crise politique du gouvernement Lula, s'exprimant dans l'intense corruption qui, en cascade, a déboulé de la tête du PT et du gouvernement, fut encore plus profonde, atteignant le cœur même du pouvoir. Cette crise conduisit presque le PT et son gouvernement à une fin précoce. Ce n'est que par l'intervention des forts intérêts économiques et politiques dominants - qui ne voulaient pas de turbulence politique qui puisse altérer l'orientation économique du gouvernement - qu'appui fut donné à Lula lui permettant de terminer son premier mandat sans rupture.

Mais la réédition dans ce second mandat de la politique d'alliance de classes avec tous les secteurs, constitue une claire reproduction du cadre antérieur. En termes électoraux, la population, en votant Lula pour un second mandat, a préféré, majoritairement, lui donner la victoire pour empêcher le retour du schéma PSDB [Parti de la social-démocratie brésilienne] et PFL [Parti du front libéral], partis de la droite brésilienne, qui ont toujours eu une politique élitiste et de claire insensibilité sociale. L'ampleur de l'« assistantialisme » du gouvernement Lula, allié à la préservation intégrale des grands intérêts dominants - préservés, garantis et même augmentés durant le gouvernement Lula - a fermé la boucle favorable à sa réélection. Mais il est évident que la crise peut ressurgir et même s'aggraver, tant sur le plan intérieur que sur le plan extérieur, si la récession économique des Etats-Unis devait s'accroître.

Ce qui a également favorisé le premier gouvernement Lula, c'est la présence d'un cadre économique international des plus favorables, ce que l'on ne peut pas attendre aussi facilement dans le second mandat. Mais il est évident que les mouvements sociaux, comme celui du MST, des travailleurs, du syndicalisme de gauche, ou des Sans-toit, parmi tant d'autres, tendent à exiger du gouvernement

Lula ce qu'il n'est pas disposé à réaliser. Ce qui nous permet d'entrevoir une activation des luttes sociales et politiques dans le Brésil actuel.

Comme conclusion, nous pouvons affirmer que le parti de gauche le plus expressif du Brésil – le PT – a sombré de manière vertigineuse face aux diktats et aux ordres de marche du système dominant. Il n'a pas même offert une seule option alternative et contraire à la pratique dominante, qui remette un tant soit peu en question les recettes concernant l'excédent budgétaire primaire, l'ajustement budgétaire, la défense des banques et de la finance globalisées, la stimulation des capitaux volatiles, etc. La « Bourse-famille », qui a capté les votes vers Lula aux élections de 2006 est d'un « assistantialisme » si insuffisant que, il y a quelques années encore, il aurait été refusé même par les secteurs se trouvant au centre du spectre politique. Ce programme est incapable d'égratigner ne serait-ce qu'un minimum la structure qui gère la misère et la barbarie sociale. Il passe loin de tout cela.

Dans le contexte politique configuré par le néolibéralisme, la financiarisation et la mondialisation du capital, la dérégulation et la précarisation du travail, le second gouvernement Lula cherche à prendre appui sur une politique de « coalition » avec les secteurs les plus traditionnels de la droite brésilienne qui ont été – et sont encore – responsables de la perpétuation de la domination bourgeoise au Brésil, pour ne pas parler de la corruption privée et politique qui a toujours soutenu et préservé ces mêmes intérêts dominants.

Si c'est cela le cadre politique brésilien, alors le nouveau défi de la gauche devient clair : la création d'un pôle social et politique de base, qui n'ait pas peur de s'affronter aux causes réelles, profondes, historiques et structurelles de nos blessures sociales et politiques. C'est de cette manière que l'on s'insérera dans les luttes sociales et politiques de l'Amérique latine, et que l'on s'attaquera au dilemme de ce XXI^e siècle en étant obligé une fois encore de se reposer la question du socialisme. Thème que le gouvernement Lula et le PT dominant ont abandonné, depuis longtemps...

P.-S.

* Paru en français sur le site de A l'encontre. traduction « A l'encontre », 11.12.2006.

* Ricardo Antunes est professeur de sociologie à l'université de Campinas (Etat de São Paulo). Il a publié de nombreux ouvrages de référence sur la sociologie du travail. Il est membre du PSOL (Parti du socialisme et de la liberté).